



Dans la vallée des Villards, en Savoie, la longue attente du très haut débit

Internet lent, réseau mobile capricieux, coupures..... Comme dans de nombreuses zones rurales et peu denses,

la « fracture numérique » est de plus en plus difficile à vivre pour les habitants.

Lorsqu'il a fait le choix de démissionner de son confortable CDI d'informaticien à Chambéry pour venir s'installer dans la vallée montagneuse des Villards, aux confins de la Savoie, où il venait passer ses vacances depuis l'enfance, Benoît Ferroud savait son pari osé. C'était il y a six ans. « *Marre du contexte urbain* », en recherche d'une « *meilleure qualité de vie* », des projets de création plein la tête, et la volonté de participer à la redynamisation des villages.

Pour cet entrepreneur de 36 ans, la question d'Internet s'est évidemment posée en choisissant cette zone rurale et peu peuplée. La vallée compte moins de 300 habitants. « *L'image que j'en avais c'est que c'était lent mais fiable, ce que j'étais prêt à accepter* », se souvient l'artisan, jean et barbe de trois jours, depuis son atelier de fabrication de signalétique aménagé dans une ancienne écurie. C'était avant de découvrir la dure réalité du réseau : en plus d'un débit très faible qui ne dépasse pas les 2 Mbits/s le haut débit commence à 8 Mbit/s et le très haut débit à 30 Mbit/s, des coupures fréquentes le pénalisent dans son travail, dont l'essentiel passe par Internet.

En cause, une connexion ADSL qui passe par le réseau cuivré historique, vieillissant. Surtout, le répartiteur téléphonique de la vallée appelé nœud de raccordement abonnés (NRA), d'où part ce réseau qui va jusqu'aux abonnés, est lui-même raccordé par faisceau hertzien, un flux radio au débit limité et soumis aux aléas météo.

Les hameaux étant en plus éloignés les uns des autres par des lacets de routes, ceux en fin de ligne sont les plus mal desservis. Une situation qui empire lorsque les touristes affluent et que les résidences secondaires rouvrent : la desserte est alors complètement saturée. Impossible même de relever ses courriels. Quant à la couverture mobile, elle n'est guère meilleure que celle d'Internet : la 3G, quand il y en a, se capte de manière hasardeuse.



« Pas assez nombreux pour être rentables »

Alors quand on leur parle de l'objectif du gouvernement d'offrir le très haut débit à tous d'ici 2022 – grâce au [plan France très haut débit](#), les habitants haussent les épaules. Partagés entre l'envie d'y croire et leur réalité. Cette fracture numérique contre laquelle le gouvernement entend lutter, ils sont « *en plein dedans* ». Et le très haut débit leur semble encore lointain.

Derrière son guichet, Chantal Frasse, la secrétaire de mairie de Saint-Alban-des-Villard, sourit jovial, se souvient de la campagne pour le très haut débit qui passait à la télé il y a quelque temps. « *On voyait la France être fibrée en accéléré, ça semblait facile ! Mais pour nous c'était utopique. Et quelque part, ça nous rappelle que nous ne sommes toujours pas connectés* ». Sur son écran, elle montre à l'appui le titre de paiement qu'elle tente de transmettre en ligne au Trésor public, en vain.

« *On nous a dit qu'on n'était pas assez nombreux pour que être rentables, alors on se doute qu'on sera les derniers servis* », déplore la maire, Jacqueline Dupenloup (élue sans étiquette en 2014), le visage préoccupé. « *Pas de grosse station de ski, pas de zone d'activité, peu d'habitants : on aurait le profil pour être oubliés* », craint même l'ancienne institutrice qui, pour conjurer le sort, alerte de tous les côtés.

Un déploiement de la fibre optique (une technologie permettant un débit illimité) jusqu'aux NRA de la vallée puis jusqu'aux bâtiments publics à l'horizon de l'été 2018 est certes prévu par le département, qui pilote le déploiement du très haut débit en Savoie. « *Mais c'est encore flou. On ne sait pas comment ça va se faire techniquement* », souligne l'édile, dans l'attente « *d'informations concrètes* ». Malgré la « *bonne volonté du département* », elle confie se sentir « *démunie* » face à des enjeux qui dépassent les élus locaux...



Un frein à l'installation

Sur son bureau, le dossier « Internet » s'épaissit. Dedans, des courriers qui disent l'urgence et l'incompréhension, comme celui de cette chef d'entreprise qui a raccourci ses congés car il lui était impossible de suivre ses dossiers à distance : « *A l'heure où le gouvernement veut réduire la fracture numérique et où le télétravail se développe sur l'ensemble du territoire, je vois mal comment vous pouvez imaginer faciliter l'installation de jeunes entrepreneurs sur votre commune.* » Une situation d'autant plus regrettable, juge-t-on, que le cadre de la vallée ne déplairait pas à certains travailleurs en recherche de calme et d'air pur.

« *Etre entrepreneur en milieu rural est un choix qui comporte plein d'aspects positifs, mais ça reste compliqué. Et sans Internet, c'est la double peine* », résume Benoît Ferroud, l'entrepreneur émigré de Chambéry. Un constat que partagent les autres actifs de vallée, alors qu'internet est devenu incontournable à chacun. Pour Aurore Pollet, chocolatière qui a repris il y a deux ans la seule épicerie multiservices des environs, l'été aura été amer : son terminal de carte bancaire en ligne n'a pas fonctionné pendant un mois à cause du réseau saturé. La commerçante de 32 ans a préféré arrêter de compter les pertes, « *trop désespérant* ».

« C'est un cercle vicieux, soupire la maire. Peu nombreux, pas rentables, on ne nous amène pas de services. Donc on est de moins en moins nombreux parce qu'on rate des possibilités d'installations. » Celles-ci ne seraient pas un luxe alors que l'emploi local se fait rare, que la petite école est chaque année menacée de fermeture et que le tourisme en pâtit. Une précarité qui devrait justement les rendre prioritaires dans l'accès au très haut débit, estime l'élue, qui y voit « un enjeu d'équité territoriale » : « Il en va de l'attractivité et de la survie de nos villages. »



Des « cas d'urgence ADSL »

Les communes des Villards ont pourtant bien été identifiées comme des « cas d'urgence ADSL » par le département, qui entend la détresse numérique, mais la mise en œuvre des solutions prend du temps... Attendre est d'autant plus frustrant pour les habitants quand on sait que « c'est possible » : dans la vallée, tous se souviennent de leurs portables qui captaient soudain la 3G lors du passage du Tour de France cet été, grâce aux équipements des organisateurs. On sait aussi la fibre toute proche : elle longe l'autoroute de la Maurienne au pied de la vallée et a été tirée de l'autre côté de la montagne, dans des villages sur la route de plus grosses stations de ski, plus rentables pour les opérateurs.

Vivre avec du bas débit devient quasi impossible, aussi, à l'heure où « Internet n'est plus une option ». C'est ce qui fait dire à Michel Donda, expert-comptable de 61 ans, que « l'Etat a mis la charrue avant les bœufs : avant de tout dématérialiser, il aurait fallu s'assurer que tout le territoire en a bien les moyens. » Si des solutions n'arrivent pas vite, lui craint de voir la vallée devenir « une réserve d'Indiens ».

Pour pallier l'attente, chacun développe des combines : se connecter très tôt ou très tard, quand le réseau est moins encombré, installer une antenne satellite, faire l'aller-retour en bas de la vallée... Benoît Ferroud met parfois le réveil à 4 heures du matin pour envoyer ses maquettes. Et quand il veut mettre à jour son site, « là c'est la danse du feu », plaisante-t-il.



La tentation de « balancer l'ordi »

Malgré l'optimisme qui prévaut et l'attachement à la vallée, il est des jours où la tentation est forte de « *balancer l'ordi par la fenêtre* ». Combien de fois Karine Favre-Bonté, exploitante agricole et enfant du pays, s'est-elle entendue dire à son compagnon : « *Est-ce qu'on ne serait pas mieux ailleurs ?* » Impossible pour elle de remplir en ligne sa déclaration de surface à la PAC (politique agricole commune) : elle a dû descendre jusqu'à la chambre d'agriculture de Chambéry et payer 140 euros un conseiller.

Benoît Ferroud, lui, se passerait bien de justifier des retards d'envoi aux clients parce qu'il n'a pas Internet : « *En 2017, c'est dur à croire et ça discrédite !* » Il se souvient d'une offre à laquelle il avait souscrit, il y a une douzaine d'années, appelée [Les oubliés de l'ADSL](#) : « *Drôle d'impression que l'histoire se répète.* » Partir ? L'idée lui effleure parfois l'esprit, il jette alors un œil sur Leboncoin pour regarder les offres. Et puis non. Trop optimiste pour baisser les bras.

Plutôt que de rester les bras croisés à attendre l'arrivée de la fibre, le « Géo Trouvetou » de la vallée du nom de cet inventif personnage de l'univers Disney a décidé de prendre les devants. Il montre les antennes qu'il vient d'acheter. Le début de son équipement pour son projet « *d'Internet alternatif* ». Si son plan fonctionne, il se prend même à rêver d'aller plus loin : pourquoi ne pas faire de son atelier un de ces lieux de partage, type [Fab Lab](#), où chacun pourrait venir utiliser Internet et fabriquer des objets ? Le lieu y ressemble déjà, entre sa découpeuse numérique, son babyfoot et ses ordinateurs. Géo Trouvetou se dit que ce serait « *un beau pied de nez à l'exclusion numérique* ».

Camille Bordenet.

Encadré : Le déploiement du très haut débit, un horizon qui reste flou

- Le gouvernement a lancé en 2013 [un plan très haut débit \(PTHD\)](#) qui représente un investissement de 20 milliards d'euros jusqu'en 2020, partagé entre opérateurs privés, collectivités territoriales et Etat. Il vise une couverture intégrale du territoire d'ici à 2022, principalement à l'aide de la fibre optique, mais aussi grâce au satellite, à la montée en débit sur le réseau cuivre actuel (ADSL) et à la 4G fixe pour les territoires moins accessibles
- En juillet 2017, Emmanuel Macron a maintenu cet engagement tout en y ajoutant un objectif intermédiaire : celui de garantir un « *bon haut débit* » à tous d'ici à 2020 – soit un débit minimum de 8 mégabits par seconde, l'idée étant d'apporter un accès satisfaisant à Internet aux habitants des zones peu denses, en attendant mieux.
- [Interrogé par Le Monde](#), le secrétaire d'Etat à la cohésion des territoires, Julien Denormandie, a expliqué, mardi 26 septembre, se donner deux mois pour trouver un accord financier avec les opérateurs de télécommunications.
- Dans [un rapport présenté mercredi 27 septembre](#), la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale préconise, elle, l'apport de la fibre optique à l'intégralité de la population d'ici à 2025, en inscrivant cet objectif dans le PTHD. Les députés craignent que la montée en débit sur le cuivre, ainsi que les technologies alternatives choisies pour les zones reculées, « *finissent par devenir une réalité pérenne pour une partie des citoyens* ».
- Dans [une étude publiée mardi 26 septembre](#), l'association UFC-Que choisir estime quant à elle qu'au rythme actuel des déploiements, la couverture totale du pays en très haut débit ne pourra pas être réalisée avant 2035.